

ACCORD DE PARTICIPATION AUX COÛTS DE TIERCES PARTIES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU MAROC ET LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

CONSIDÉRANT que le Programme des Nations Unies pour le Développement (ci-après le « PNUD ») et le gouvernement du Maroc ci-après le « **Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de la Modernisation de l'Administration - MFPMA** ») ont accepté de coopérer pour mettre en place un projet au Maroc (ci-après « le **projet d'Appui à la stratégie nationale de lutte contre la corruption** », comme décrit dans le document de projet 00097562, au Maroc, et soumis au gouvernement pour information.

CONSIDÉRANT que le Gouvernement a dument informé le PNUD de sa volonté de contribuer financièrement à hauteur de 3 000 000 DH par an au PNUD sur la base d'une participation aux coûts afin d'augmenter les ressources disponibles pour le projet ;

CONSIDÉRANT que le PNUD désignera le MFPMA pour la mise en œuvre du projet ;

Le PNUD et le Gouvernement sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Le gouvernement versera au PNUD, selon les dispositions du paragraphe 2 de cet Article, une somme de 12 000 000 DH.
2. Le gouvernement déposera sa contribution, conformément à l'échéancier ci-dessous, sur UNDP-REPRESENTATIVE et 0228810000000061010000768 sur la CITIBANK MAGHREB, sise au Zénith Millenium Immeuble 1, Lotissement Attaoufik, Sidi Maarouf, Casablanca¹.

¹ La devise du compte bancaire doit être la même que celle de la contribution.

Date d'échéance

Montant (devise indiquée)

(a) Février 2018 :	3 000 000 DH
(b) Février 2019 :	3 000 000 DH
(c) Février 2020 :	3 000 000 DH
(d) Février 2021 :	3 000 000 DH

3. Le gouvernement informera le PNUD du versement de la contribution par un message électronique contenant les renseignements relatifs au paiement par un email adresse à : contributions@undp.org, et registry@undp.org en fournissant les données suivantes : nom du gouvernement, bureau de pays du PNUD, [00097562 et projet d'Appui à la stratégie nationale de lutte contre la corruption], référence du gouvernement (le cas échéant). Cette information figurera également dans l'avis de versement à la banque lorsque les fonds seront versés au PNUD.
4. La valeur du paiement, si celui-ci est effectué dans une autre devise que le dollar des Etats-Unis, est déterminée en appliquant le taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date du paiement. En cas de modification du taux de change opérationnel des Nations Unies avant l'utilisation entière par le PNUD du paiement, la valeur du solde des fonds toujours en sa possession à ce moment-là est ajustée en conséquence. Si dans un tel cas, une perte de la valeur du solde des fonds est enregistrée, le PNUD en informe le gouvernement en vue de déterminer si un financement supplémentaire peut être fourni par celui-ci. Si ce financement supplémentaire n'est pas disponible, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou abandonnée par le PNUD.
5. L'échéancier des paiements ci-dessus² tient compte du fait que les paiements doivent être effectués avant l'exécution ou la mise en œuvre des activités envisagées. Il peut être modifié pour s'adapter à l'avancement de l'exécution du projet d'appui à la stratégie nationale pour la promotion des droits des personnes en situation de handicap.
6. Tous les comptes et états financiers doivent être libellés en dollars des Etats-Unis.
7. Le PNUD peut accepter des contributions libellées dans une devise autre que les dollars des Etats-Unis, si la devise en question est totalement convertible ou directement utilisable par le PNUD et sujette aux dispositions du paragraphe 6. Tout changement dans la devise de paiement ne peut être fait qu'avec l'accord du PNUD.
8. Tout revenu d'intérêt attribuable à la contribution est porté au crédit du PNUD et est utilisé conformément aux procédures standards du PNUD.

Article II

1. Conformément aux décisions, politiques et procédures du Conseil d'Administration du PNUD reflétées dans sa Politique de recouvrement au titre des mécanismes de financement autres que les ressources de base, les coûts indirects encourus par les entités du siège et des bureaux de pays du

² Il est recommandé aux bureaux de pays de négocier le nombre de versements afin de garantir que chacun de ceux-ci couvre les décaissements anticipés pour une période de six mois au moins. Cela permettra aux bureaux de pays d'assurer le traitement et le suivi des contributions avec plus d'efficacité.

PNUD pour la fourniture des services généraux d'appui administratif seront imputés à la contribution. Pour couvrir ces couts d'appui administratif, il sera imputé à la contribution une redevance de 3%. En outre, sous réserve qu'ils soient associés sans ambiguïté à ce projet spécifique, tous les couts directs de mise en œuvre, y compris ceux encourus par le partenaire de réalisation, seront inscrits au budget du % et imputables à un poste budgétaire défini et seront en conséquence supportés par le projet.

2. Le total des montants inscrits au budget du projet, additionné des couts estimés des services d'appui y afférents, ne doit pas dépasser le total des ressources mises à disposition au titre du présent accord et des fonds provenant d'autres sources de financement qui peuvent être mis à la disposition du projet pour les couts du projet et pour les couts d'appui.

Article III

1. La contribution est administrée par le PNUD conformément à ses règles, règlements, politiques et procédures, en application de ses procédures régulières pour la mise en œuvre de projets.
2. La gestion et les dépenses du projet sont régies par les règles, règlements, politiques et procédures du PNUD et, selon qu'ils sont applicables, les règles, règlements politiques et procédures du partenaire de réalisation.

Article IV

1. L'exercice des responsabilités du PNUD et du partenaire de réalisation en vertu du présent accord et du descriptif de projet dépend de la réception par le PNUD de la contribution, conformément à l'échéancier des paiements figurant à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus. Le PNUD n'entamera la réalisation des activités qu'une fois reçue la contribution ou la première tranche de celle-ci, selon le cas.
2. Si des augmentations imprévues des dépenses ou engagements sont attendues ou réalisées (qu'elles soient dues à des facteurs inflationnistes, à la fluctuation des taux de change ou à des impondérables), le PNUD soumet au gouvernement en temps opportun une estimation du financement complémentaire qui sera nécessaire. Le gouvernement fait tout son possible pour obtenir les fonds supplémentaires requis.
3. Si les paiements visés à l'Article premier, paragraphe 2, ci-dessus ne sont pas reçus conformément à l'échéancier des paiements ou si le financement supplémentaire requis conformément au paragraphe 2 ci-dessus ne peut pas être obtenu du gouvernement ou d'autres sources, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou terminée par le PNUD.

Article V

La propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens financés à partir de la contribution est assignée au PNUD. Les questions relatives au transfert de la propriété par le PNUD sont déterminées conformément aux politiques et procédures pertinentes du PNUD.

Article VI

La contribution est soumise exclusivement aux procédures de vérification interne et externe prévues par les règles, règlements financiers, procédures et politiques du PNUD.

Article VII

Le PNUD doit fournir au gouvernement, sur sa demande, tous les rapports financiers ou autres, préparés conformément aux procédures du PNUD en matière de comptabilité et de rapports.

Article VIII

1. Le PNUD informe le gouvernement de l'achèvement de toutes les activités ayant trait au projet conformément au descriptif du projet.
2. Nonobstant l'achèvement du projet, le PNUD conserve le solde inutilisé de la contribution jusqu'à ce que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées aux fins de la réalisation du projet aient été honorés et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
3. Si le solde inutilisé des paiements s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe le gouvernement et le consulte sur la façon d'y satisfaire.
4. Dans le cas où le projet est achevé conformément au document du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec le Gouvernement.

Article IX

1. Après consultations entre les deux parties de cet accord, et sous réserve que les paiements déjà reçus additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet soient suffisants pour faire face à tous les engagements pris et à toutes les obligations contractées aux fins de l'exécution du projet, le présent accord peut être résilié par le PNUD ou le gouvernement. L'accord cesse de produire effet trente (30) jours après que l'une des parties a notifié par écrit à l'autre partie sa décision de le résilier.
2. Si le solde inutilisé des paiements, additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe le gouvernement et le consulte sur la façon d'y satisfaire.
3. Nonobstant la résiliation du présent accord en tout ou partie, le PNUD conserve les paiements inutilisés jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux engagements pris et aux obligations contractées durant l'exécution, en tout ou partie, du projet pour lequel cet accord est résilié, et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet.
4. Dans le cas où l'accord est résilié avant l'achèvement du projet, tout solde inférieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5000 USD (cinq mille dollars des Etats-Unis), après qu'il ait été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec le gouvernement.

Article X

Toute notification ou correspondance entre le PNUD et le gouvernement sera adressée comme suit :

Au gouvernement : Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de la Modernisation de l'Administration - MFPMA,

Adresse : B.P : 1076, Rue Ahmed Cherkaoui, quartier administratif, Agdal, Rabat

- (a) Apres réception des fonds, le PNUD adressera un courrier électronique au gouvernement à l'adresse email fournie ci-dessous pour confirmer que les fonds déposés ont été reçus par le PNUD.

Adresse email du gouvernement : a.laamoumri@mmsp.gov.ma

A l'attention de :

- (b) Au PNUD : **M. Philippe Poinot**

Adresse : Programme des Nations Unies pour le Développement

Article XI

Le présent accord entre en vigueur lorsqu'il a été signé par les parties concernées, à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dument autorisés, ont souscrit le présent accord en langue française, en deux exemplaires.

Signatures :

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement	Pour le Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de la Modernisation de l'Administration
Philippe POINSOT Coordonnateur des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD au Maroc	Driss MERROUN Ministre de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Ministre Délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration par intérim

Date : 16 février 2017
Lieu : Rabat



Ministre de l'Urbanisme
et de l'Aménagement du Territoire
Ministre Délégué auprès du Chef du Gouvernement
Chargé de la Fonction Publique et de la Modernisation
de l'Administration par intérim
Driss MERROUN